

# 10 éléments qui accusent Andry Rajoelina dans le massacre du 7 février 2009

Collectif de la Diaspora Malagasy- GTT international – 05/02/10

Montré comme un défenseur des pauvres au début 2009, Andry Rajoelina a très vite montré son vrai visage, celui d'un gangster que rien ne peut écarter de sa volonté de diriger le pays à sa guise.

Le 26 janvier 2009, il avait lancé la foule à l'assaut d'immeubles publics, de magasins et de propriétés privées. Résultat: télévision et radio nationales et privés détruites, des centaines de morts pendant le pillage et l'incendie des magasins. Le 7 février 2009 c'est vers le palais présidentiel qu'il mène sa "troupe" composée essentiellement de jeunes des quartiers défavorisés et de milices armées. La manifestation s'était terminée à coup de fusils entraînant la mort de plusieurs dizaines de manifestants. Andry Rajoelina accuse aussitôt le président élu Marc Ravalomanana d'avoir ordonné le massacre des manifestants sans défense.

**Andry Rajoelina peut de moins en moins être considéré comme innocent dans ce massacre. En voici les raisons.**

1. Avant la manifestation. Andry Rajoelina annonce la venue de Rossy, un musicien très connu et controversé pour la manifestation "décisive" du samedi 7 février. Le jour même, sur la place du 13 mai 2009, en contrebas du Palais Présidentiel, il s'est entouré de 1500 à 2000 personnes. Pas trace du musicien. Il harangue la foule: "nous ne nous laisserons pas abattre, notre décision est prise. Quoiqu'il arrive, nous prendrons le Palais.... Il appartient au peuple..."

2. Au début de la manifestation, Andry Rajoelina disparaît volontairement, laissant "son premier ministre" Monja Roindefo et ses milices armées ainsi que la foule face aux militaires qui gardent la "zone rouge" autour du palais.

3. Pendant la manifestation. Le général Dolin est montré dialoguant avec les militaires qui préconisent qu'ils vont tirer si le palais est attaqué et demande à la foule de reculer en dehors de la zone rouge, puis revenant vers la foule: Dolin et son second dit "allons y, ils ne vont pas tirer, on fonce, ils n'oseront pas. Ce sont nos amis" indique-t-il. Mais il s'éclipse discrètement du premier rang, laissant le reste sur place

4. Ensuite tout va très vite. Un peu avant 15h, alors que les policiers anti-émeute sont vite débordés, la foule se rue vers les grilles du palais et soudain, des tirs éclatent. Alors qui a tiré ? Les gardes présidentiels indiqueront avoir fait les sommations et tiré en l'air. Les officiers présents sur les lieux sont prêts à démontrer qu'ils ne sont pas responsables des tirs meurtriers. Aucune information à ce jour ne peut prouver que les militaires ont tiré sur la foule BIEN QUE C'ETAIT LEUR DROIT ET MEME LEUR DEVOIR DE DEFENDRE LE PALAIS. Rajoelina parle à la télévision de tueurs placés sur les toits des grands hôtels voisins, démentis par les hôteliers.

5. Plus étrange encore, des témoins ont indiqué avoir vu des personnes sur les toits des immeubles avoisinant. Certains y auraient entendus des coups de feu. Tout cela est relaté en direct sur les vidéos de l'événement. Rappelons que ce genre de mise en scène s'est déjà produit dans d'autres pays où il a été prouvé que des mercenaires avaient été engagés pour provoquer des morts dans la foule et incriminer les présidents en exercice. Des spécialistes remontent ensuite le film, intervertissent les séquences de manière à accuser la cible politique.

6. Un caméraman de la télévision RTA est tué par balle par derrière sur les images vidéo et non en face de la garde, après avoir filmé toute la scène. Sa famille refuse de recevoir les condoléances de Rajoelina. En tout cas, le film disparaît. Cette tuerie est suivie d'une tuerie sauvage de son collègue à Majunga Razafindraibe Rakotondrajao quelques semaines plus tard. Seules les télévisions contrôlées par Rajoelina diffusent l'évènement. La thèse de témoins gênants subsiste pour ces deux personnes.

7. Le président Ravalomanana, absent de la capitale ce jour là a tout de suite demandé une enquête indépendante. Elle n'a jamais été réalisée jusqu'ici alors qu'Andry Rajoelina a toute la liberté de s'en occuper depuis le 17 mars. On dirait que cela n'a pas eu beaucoup d'intérêt pour lui. Ou alors craint-il le résultat de l'enquête ?

8. La ministre de la défense du gouvernement Ravalomanana, Cécile Manorohanta, chef des militaires, a démissionné en arguant qu'en tant que mère de famille elle est contre cette politique de tuer. Le 23 juillet au nom du président de la République Française, elle a reçu les insignes de commandeur dans l'ordre de la Légion d'Honneur. Un titre accordé pour "grand service rendu à la France". Elle rejoint très vite le gouvernement de Rajoelina. Par ailleurs, bien avant les événements, Rajoelina annonce sur la place de 13 mai, que plusieurs militaires hauts gradés sont dans son camp et lui doivent obéissance. On est en droit de se demander à qui obéissait une partie de l'armée déjà à ce moment là.

9. Depuis le 17 mars, date du coup d'Etat, Andry Rajoelina gouverne grâce à ses hommes de mains, lourdement armés qui n'hésitent pas à tirer dans la foule et à tuer froidement des manifestants, des policiers et des passants comme cette vendeuse innocente tuée le 24 avril et s'attèle à arrêter quiconque qui pourraient nuire à leur dessein.

10. Quand au président élu Marc Ravalomanana, que l'équipe de Rajoelina tente toujours d'accuser de tous les maux alors qu'il est exilé depuis près d'un an, il a toujours montré son refus de la violence et son désir de suivre la voie légale. C'est même une des raisons qui rallonge la durée de la crise selon certains. Depuis la date du 17 mars, des milliers de partisans continuent de manifester dans toute la l'île bravant la terreur, pour le retour de la légalité constitutionnelle et attendent le retour du président élu dans son pays.

Source : <http://www.tim-madagascar.org/forum/read.php?1,504508>